

2001, ou le grand retournement conjoncturel

Par Michel Husson*

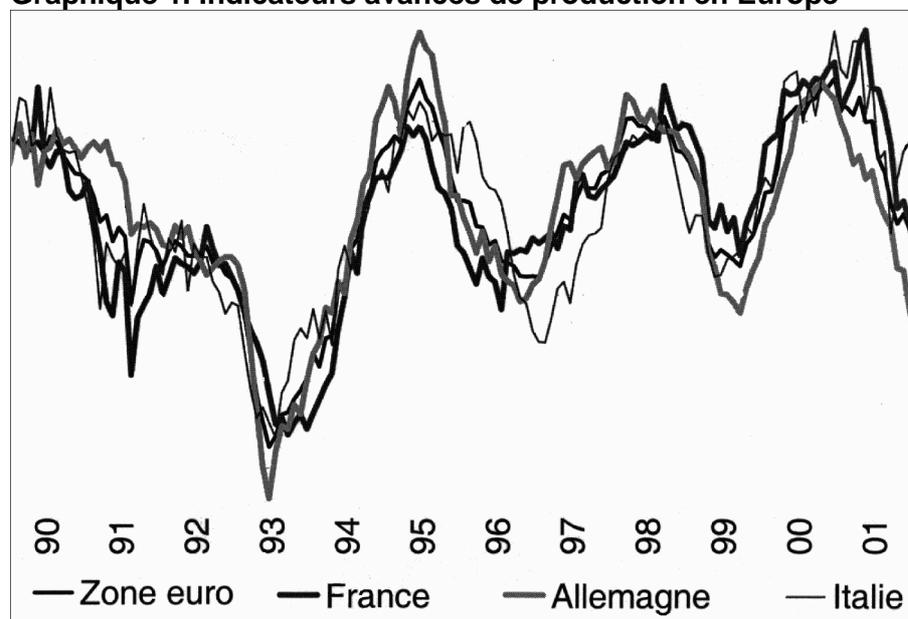
Cet article est tiré du n° 463/464 d'octobre-novembre 2001 de la revue *Inprecor* (Inprecor : PECEI, BP 85, 75522 Paris Cedex 11, France, tél.: 33/0 1 49 28 54 88 ; abonnement d'un an - 11 numéros - au prix de 360,00 FF, chèques à l'ordre de PECEI à faire parvenir à l'adresse ci-dessus)

L'analyse de la conjoncture économique mondiale est évidemment perturbée par les attentats du 11 septembre dernier. Il faut mener un double débat, sur la nature du retournement auquel on assiste, et sur les coordonnées de la nouvelle période ouverte après le 11 septembre. Cela suppose d'opérer un va-et-vient entre le court terme et une période plus longue, entre le constat et les hypothèses.

Si on laisse provisoirement de côté l'onde de choc du 11 septembre, et si l'on revient sur les débats récents, on retrouve deux questions qui soulignent le caractère profondément ambivalent de la période. Au lendemain des crises financières de 1997-98, le débat était polarisé autour de cette interrogation : krach final ou enlèvement ? Finalement, on n'a eu ni l'un ni l'autre, mais un rebond de la croissance, une « embellie » (1997-2001) qui a fait surgir une nouvelle interrogation : s'agissait-il d'un cycle « high tech » exceptionnellement vigoureux ou de l'amorce d'une nouvelle onde longue expansive ? Bref, les réponses suggérées couvraient une très large palette, allant du catastrophisme à une adhésion critique à l'euphorie capitaliste.

L'examen des indicateurs avancés de production (graphique 1) illustre le fonctionnement fortement cyclique des économies européennes. Il permet aussi de vérifier que le retournement conjoncturel était antérieur au 11 septembre, de la même manière que la récession du début des années 1990 était amorcée avant la guerre du Golfe. Cela justifie de prendre un certain recul pour tirer les leçons de la conjoncture récente, qui est venue dissiper un certain nombre d'illusions.

Graphique 1. Indicateurs avancés de production en Europe



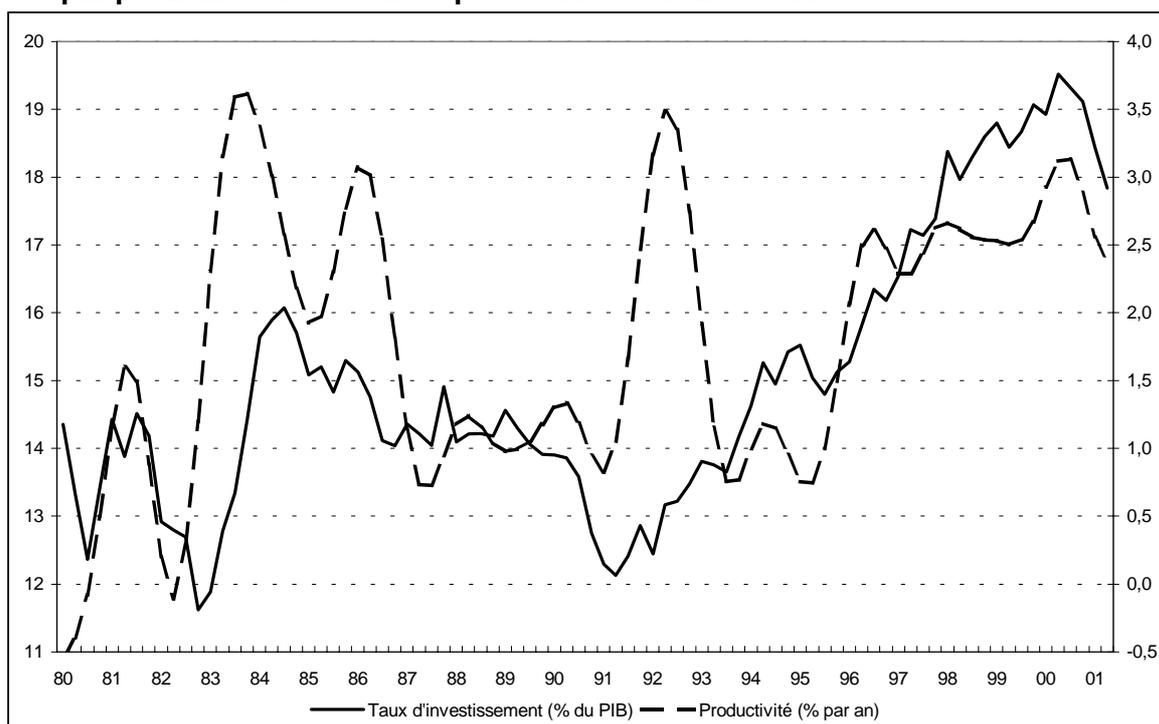
La fin de la « nouvelle économie »

Le cycle économique s'est clairement retourné aux États-Unis, et les modalités de ce retournement font apparaître les limites du modèle de la « nouvelle économie ». Ces limites sont de deux ordres. Certaines sont classiques et renvoient aux contradictions de fond du

capitalisme et notamment à la tendance à la suraccumulation du capital. D'autres découlent des formes concrètes de la « nouvelle économie » et ne se sont pas encore pleinement manifestées.

L'expression de « nouvelle économie » employée à propos des États-Unis fait référence à plusieurs phénomènes – parmi lesquels l'envol boursier et la modération de l'inflation – mais repose avant tout sur l'accélération des gains de productivité liée aux nouvelles technologies.. Une telle inflexion a pour effet de détendre les contraintes de rentabilité du capital et constitue la condition nécessaire d'une croissance plus élevée et plus stable. Mais cette condition n'est pas suffisante, tant il est vrai que n'existe aucune solution technologique aux contradictions du capitalisme.

Graphique 2. Investissement et productivité aux Etats-Unis



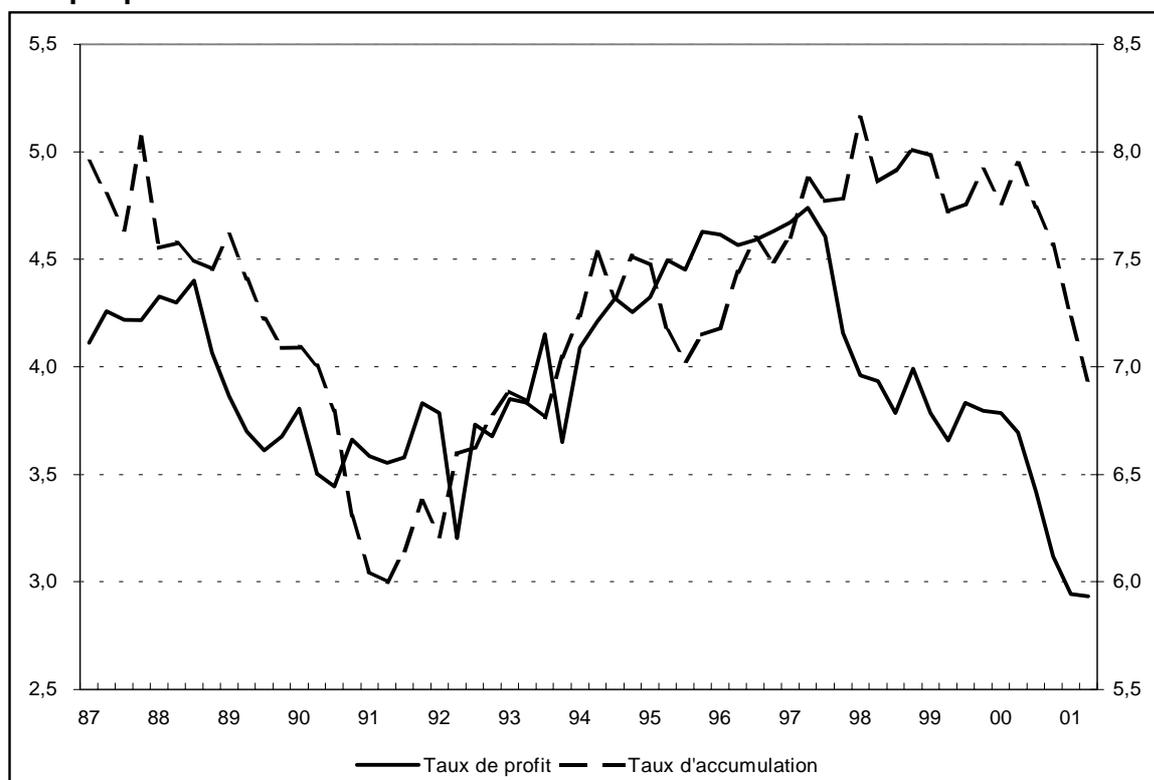
Source : Bureau of Economic Analysis

La croissance des années 1990 a effectivement été soutenue aux États-Unis par un boom de l'investissement, particulièrement marqué entre 1996-2001, et qui a nourri les gains de productivité. Le graphique 2 illustre ce lien entre investissement et productivité et montre bien que les gains de productivité récents ont été obtenus moyennant un effort d'investissement sans précédent.. On voit alors s'esquisser une réponse objective à la question de savoir s'il s'agit d'un cycle ou d'une nouvelle croissance. Pour diagnostiquer une nouvelle phase de croissance, il faudrait en effet que les gains de productivité se maintiennent à un niveau élevé, et donc que l'effort d'investissement récent ne se relâche pas. Or, toutes les données disponibles montrent que « ça se retourne » : l'investissement retombe et la productivité ralentit. Il semble donc possible de clore le débat en disant que la « nouvelle économie » n'était bien qu'un cycle « high tech ». Ce constat éclaire à son tour la nature de la récession aux États-Unis qui a tous les traits d'une crise classique de suraccumulation.

Il suffit pour s'en convaincre d'examiner l'évolution comparée du taux de profit et du taux d'accumulation du capital. Ce dernier a régulièrement augmenté tout au long des années 1990, pour se retourner dans le courant de l'an 2000. Quant au taux de profit, il a accompagné l'accumulation du capital durant les deux premiers tiers de la décennie, mais il se retourne beaucoup plus tôt, au milieu de 1997 (graphique 3). Ces observations nécessitent un travail d'élaboration statistique, dans la mesure où on ne dispose plus de données officielles sur le

stock de capital, qu'il faut reconstituer. Mais le retournement de la rentabilité peut s'observer directement sur les profits des entreprises qui baissent de 858 milliards de dollars en 1997 (3ème trimestre) à 761 milliards en 2001 (2ème trimestre).

Graphique 3. Profit et accumulation aux Etats-Unis



Source : Bureau of Economic Analysis

La baisse du taux de profit résulte de deux effets combinés. En premier lieu, la part des salaires progresse : la masse des salaires versés par le secteur privé augmente de 30 % entre 1997 et 2001, le PIB de 21,5 %. On peut observer une augmentation simultanée de la composition organique du capital. Le ratio capital-produit a ainsi progressé de 17 % en volume, et de 10 % en valeur. Autrement dit, l'alourdissement du capital et la baisse du taux d'exploitation concourent à un recul du taux de profit. Comme l'investissement a continué entre-temps, on débouche assez logiquement sur une suraccumulation qui se manifeste par la constitution de capacités excédentaires par rapport aux conditions de la rentabilité. Cet excédent prend la forme d'un recul du taux d'utilisation des capacités de production : au mois d'août 2001, il était à 76,2 % soit son point le plus bas depuis la récession de 1982. Cette chute touche particulièrement les industries de haute technologie, où le taux d'utilisation des capacités passe de 88 % en 1995 à 63,4 % en 2001. Ce sont donc les secteurs symboliques de la « nouvelle économie » qui se trouvent les plus touchés.

Le triple « grand écart » des États-Unis

Maintenant que les contradictions classiques ont éclaté au grand jour, toute la question est de savoir comment elles vont s'articuler avec les contradictions concrètes résultant de la configuration actuelle de l'économie mondiale, et avec les conséquences des attaques du 11 septembre. Ces contradictions concrètes s'expriment sous forme de grands déséquilibres économiques qui concernent la Bourse, la consommation et le déficit extérieur.

Le premier grand écart, celui qui pouvait exister entre profits et cours boursiers, est en train d'être résorbé, moyennant un recul tendanciel qui permet au moins de parler de « krach rampant » (graphique 4). Ici encore, ce mouvement doit s'interpréter comme un rappel à l'ordre de la loi de la valeur. Les actions représentent en effet un à-valoir sur la plus-value créée. A moyen terme, les dividendes et plus-values boursières que procurent ces actions ne peuvent s'écarter durablement des profits réels qu'ils anticipent. L'une des affirmations centrales de la « nouvelle économie » consistait au contraire à laisser entendre que le capital s'était affranchi de cette loi de la valeur. Certains théorisaient, comme Michel Aglietta (1), ce « capitalisme patrimonial » au nom duquel on demandait aux salariés d'être modernes et d'accepter des produits financiers plutôt que du salaire. Toute cette fantasmagorie s'est dissipée avec le retournement boursier et l'idéologie du capitalisme a pris un coup sérieux à cette occasion, quelle que soit l'évolution des indices dans les mois à venir. Il va être très difficile, par exemple, de créer ou d'étendre les fonds de pension en Europe, car c'est l'un des principaux arguments en leur faveur qui vient de disparaître. Comment en effet demander dorénavant aux salariés d'indexer leurs salaires sur la Bourse ? La récession a déjà délivré cette première leçon de choses valable dans le monde entier : plutôt des salaires que le risque financier.

Graphique 4. L'indice Standard and Poor's 500. 1986-2001



Le mouvement de correction boursière a commencé il y a presque deux ans et n'a donc rien à voir avec le 11 septembre. Il a fonctionné en deux temps : l'année 2000 a vu le mouvement de montée s'interrompre, et les indices ont stagné. Les analystes boursiers ont alors déployé toute leur énergie pour expliquer qu'il s'agissait d'une stabilisation provisoire qui serait bientôt suivie d'une reprise. Mais la méthode Coué n'a pas fonctionné et la baisse a continué tout au long de 2001. Ce repli prend la forme d'une perte de substance impressionnante des actions du Nasdaq, dont l'indice a chuté de 5000 à 2000 au cours de l'année 2000, puis a continué à baisser jusqu'à 1700, soit un recul global des deux tiers. L'indice de la nouvelle technologie vient ainsi de rejoindre les indices boursiers « traditionnels », ce qui symbolise parfaitement la fin de la « nouvelle » économie.

Le second grand écart concerne la consommation privée. Les États-Unis se caractérisent par une situation tout à fait exceptionnelle, puisque les ménages se sont mis à consommer une fraction croissante de leur revenu qui atteint maintenant les 100 %. Ce dynamisme de la

consommation est d'ailleurs le principal moteur de la fameuse « nouvelle croissance », mais il n'est pas soutenable. Certains consomment beaucoup parce qu'ils considèrent que les plus-values virtuelles réalisées en Bourse équivalent à une constitution d'épargne, d'autres s'endettent pour consommer, voire pour jouer en Bourse. La prospérité récente repose donc sur un fort volume d'endettement privé. Le recul de Wall Street, en révélant que la base de ces calculs était fautive devrait se traduire par une augmentation du taux d'épargne (qui s'est déjà légèrement amorcée), par la ruine de certains ménages, bref par une moindre progression de la consommation. Les attentats du 11 septembre devraient pousser en ce sens en accélérant la dégradation des anticipations euphoriques. On peut très bien imaginer un scénario-catastrophe d'une vague de faillites personnelles qui conduirait à une chute de la consommation et de la demande intérieure.

Le dernier grand écart se traduit par un déficit de la balance extérieure courante qui atteint 450 milliards de dollars par an, soit 4,5 % du PIB. Cela signifie que l'épargne mondiale en provenance du reste du monde se substitue à l'épargne intérieure pour financer la croissance aux États-Unis. Jusqu'ici, cela pouvait être considéré comme relativement « sain », puisque les capitaux excédentaires en provenance d'Europe et du Japon allaient financer le boom de la « nouvelle économie ». Cet afflux de capitaux a été nourri par la fuite des marchés émergents et est soutenu par un dollar fort et une rentabilité élevée. Mais les choses sont en train de changer. L'investissement s'est retourné, de telle sorte que les nouveaux capitaux financent de la consommation, ce qui ne peut tenir très longtemps, d'autant plus que la rentabilité chute et que la baisse du dollar devient plausible.

Le choc du 11 septembre vient de bouleverser cette triple donne sous bien des aspects. Il risque de précipiter le retournement de la consommation mais, en même temps, esquisse une voie de sortie pour l'impérialisme dominant. La période qui s'ouvre devrait être marquée par une inversion de la politique budgétaire. L'excédent a d'ores et déjà fondu mais le programme de subventions aux secteurs les plus touchés, ainsi que les dépenses -- militaires ou autres -- liées au plan de riposte, vont représenter un programme de relance keynésien qui peut, au moins pendant un temps, se substituer à une consommation salariale durablement plombée. On parle déjà de 100 milliards de dollars, soit 1 % du PIB. Le besoin de financement extérieur pourrait ensuite donner lieu à un « deal » entre les États-Unis et l'Europe, qui reposerait sur l'arrangement suivant : les États-Unis ne chercheraient pas à équilibrer leur balance en recourant à une baisse offensive du dollar qui reviendrait à exporter leur récession vers l'Europe et le Japon. En échange de cette bienveillance, les partenaires des États-Unis s'engageraient à assurer un financement légitimé dorénavant par l'effort de guerre contre le terrorisme.

La voie est évidemment étroite, et les déséquilibres apparaissent tellement considérables qu'on peut très bien imaginer un dérapage des États-Unis dans le scénario catastrophe où tout se détraquerait en même temps : les ménages ne consommeraient plus, et les capitaux cesseraient d'affluer. Le réglage est compliqué, puisqu'il s'agit à la fois d'accompagner le ralentissement de la demande intérieure, et même de le susciter en freinant la progression des salaires, tout en relançant l'économie à partir d'autres secteurs que les biens de consommation. Le succès de l'opération dépend en grande partie de l'évolution des rapports politiques entre Europe et États-Unis, et de la capacité de ces derniers à faire payer par le reste du monde le soutien de leur conjoncture.

La récréation est finie en Europe

Les choses vont décidément très vite. Il y a encore 12 mois, les dirigeants européens surfaient sur la reprise et vantaient la réussite de l'Europe, nouvelle locomotive mondiale, capable de reprendre le relais des États-Unis. Aujourd'hui, les mêmes se demandent comment ils pourraient bien faire pour ne pas appliquer le calamiteux Pacte de stabilité annexé au Traité d'Amsterdam de juin 1997. Pour le social-libéralisme, la récréation est terminée.

Pourtant tout allait pour le mieux. Non seulement, l'euro a pu se faire sans casse, mais il a été porté sur les fonds baptismaux, le 1er janvier 1999, dans un environnement favorable. Entre 1996 et 2000, 7 millions d'emplois ont été créés, et le nombre de chômeurs officiellement recensés a baissé de 3,5 millions. Il est absolument nécessaire d'analyser la nature de cette reprise, qui permet de mieux comprendre le retournement conjoncturel. Pour aller vite, on peut dire que cette reprise est « non-néolibérale », en ce sens qu'elle découle du relâchement et non de l'application plus stricte des dogmes libéraux. Ce relâchement n'est que très partiellement un choix délibéré et s'explique avant tout par des facteurs extérieurs.

Le premier élément est la dévaluation de fait des monnaies européennes à l'égard du dollar, au milieu de 1997. L'Europe gagne en compétitivité, ses exportations font un bond en avant et s'enclenche un nouveau mini-cycle. Le dynamisme des exportations est relayé en 1998 par une progression du pouvoir d'achat des salaires qui provient du ralentissement inattendu de l'inflation plutôt que des hausses de salaire nominal. La consommation reprend immédiatement – les économistes bourgeois dissertent sur la « confiance » des ménages – et l'investissement redémarre à son tour. La reprise de l'activité suscite des créations d'emplois qui soutiennent à leur tour la consommation. Du côté du budget, la croissance fait augmenter les recettes et baisser les déficits, la plupart du temps de manière inattendue.

Ces enchaînements que l'on pourrait qualifier de keynésiens représentent une critique expérimentale de la théologie néolibérale dont tous les préceptes se voient désavoués. Il fallait, nous disait-on, avoir une monnaie forte, avant d'avoir une monnaie unique. C'est au nom de cette loi que fut imposée en Europe une politique digne des plans d'ajustement structurel qui coûta beaucoup d'emplois. Mais le grand paradoxe est que l'euro s'est finalement constitué comme monnaie faible. Sans ce ballon d'oxygène offert par la montée du dollar de 1997, la réalisation de l'euro aurait rencontré de graves difficultés.

Le coup de pouce salarial montre qu'une augmentation des salaires ne provoque aucun des désastres annoncés. L'inflation reste basse, et l'Europe est globalement excédentaire à l'égard du reste du monde. Alors que la part salariale dans le revenu national décroissait depuis plus de 15 ans, conformément aux préconisations libérales, c'est quand elle se stabilise que l'économie repart, grâce au dynamisme retrouvé du marché intérieur. Même désaveu en ce qui concerne les finances publiques. Le dogme néolibéral postulait que l'assainissement des finances publiques était un préalable à la reprise de la croissance, et voilà que les choses fonctionnent à l'envers : c'est la reprise qui vient résorber mécaniquement le déficit. La meilleure santé de l'économie que l'on a pu observer durant ces années permet de mesurer le temps perdu à mener des politiques néolibérales porteuses d'austérité et de chômage.

Le social-libéralisme au pied du mur

Il faut maintenant abandonner la posture naïve qui consiste à prendre au mot les discours néolibéraux et croire que la politique menée vise effectivement à lutter contre le chômage. En réalité, la Commission et les gouvernements ne cherchent pas vraiment à s'écarter du dogme. Au lieu de définir une norme de progression du salaire qui assure un dynamisme de la demande salariale, ils se sont efforcés de revenir à ce qui est leur référence, à savoir le gel des salaires. Faute de ce combustible, la reprise ne pouvait que s'essouffler et souffrir du ralentissement importé des États-Unis.

Nous assistons au fond au scénario qui était le plus plausible en 1998, à savoir un freinage progressif de tous les moteurs de l'économie mondiale. Contrairement aux pronostics optimistes, le ralentissement aux États-Unis s'est presque immédiatement transmis à l'Europe. On voit apparaître les effets brutaux d'une mondialisation accrue, renforcée par les entraves mises à la progression des marchés intérieurs. Cette transmission est d'autant plus rapide que près de la moitié du commerce mondial porte sur des biens d'équipement qui répercutent les amples fluctuations de l'investissement.

La social-démocratie, alors largement majoritaire en Europe, avait signé le traité d'Amsterdam en 1997. Jospin, le Premier ministre français qui venait d'accéder au pouvoir, avait assorti sa signature de conditions, parmi lesquelles figuraient la priorité donnée à l'emploi et la mise en place d'un « gouvernement économique ». Cet acte fondateur du social-libéralisme résumait bien son pari fondamental : rendre compatible la voie libérale-monétariste choisie pour la construction européenne avec une politique économique plus préoccupée de créer des emplois. L'embellie a pu donner l'impression que ce pari était gagné, mais il s'agissait d'une illusion née d'une reprise en grande partie inattendue. Ce ballon d'oxygène a permis de faire l'euro et de faire passer au second plan les contradictions et questions non résolues. Les voici qui reviennent avec le ralentissement économique. On commence à s'apercevoir que l'application stricte du Pacte de stabilité équivaldrait à infliger à l'économie européenne une super-récession, mais qu'il n'existe aucune autre institution que la Banque centrale pour guider et coordonner la politique conjoncturelle. Bref, la construction européenne est bancal, tronquée et distordue au profit de la finance. Dans tous les pays, on va voir apparaître ce dilemme : comment peut-on réduire les impôts tout en faisant descendre le déficit budgétaire en dessous d'un point de PIB ? C'est pourtant ce que prévoit le fameux Pacte de stabilité, tout le monde commence à comprendre qu'il est inapplicable.

Mais le tournant vers une politique moins régressive n'est pas garanti. Pour ne prendre qu'un exemple parmi d'autres, la Commissaire européenne responsable de l'emploi et des affaires sociales, Anna Diamantopoulou, a récemment déclaré : « La réforme des marchés de l'emploi de l'UE est en cours, à ce jour, les résultats ont été positifs, mais les gouvernements, les entreprises et les syndicats doivent poursuivre les politiques de réforme adoptées -- indépendamment d'une dégradation du climat économique mondial. Le ralentissement de l'économie ne doit pas induire un fléchissement politique. La stratégie à long terme que nous appliquons actuellement est la seule réponse possible » (2). Si l'on ajoute à cela la difficulté de changer de politique au milieu du gué, l'absence d'institutions capables de prendre en charge la nécessaire coordination des politiques économiques et enfin l'horizon de pensée étroit de la Banque Centrale Européenne, on ne peut que redouter le pire, à savoir des réactions inadéquates au retournement de conjoncture.

La remise en cause d'une mondialisation implacable

La Banque Mondiale vient de publier, le 1er octobre, un document alarmant qui révisé à la baisse le taux de croissance des pays en développement, qui ne serait plus que de 2,8 % en 2001 (après 5,5 % en 2000) et ne remonterait que lentement, avec 3,5 % en 2002. Le président de la Banque, James Wolfensohn, enfonce le clou : « Selon nos estimations, des dizaines de milliers d'enfants supplémentaires mourront partout dans le monde, tandis qu'environ 10 autres millions d'êtres humains risquent de se retrouver en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de un dollar par jour pour vivre, en raison des attaques terroristes » (3). Cette prévision sinistre, digne d'un « anti-mondialiste », éclaire la véritable régression que représente la mondialisation capitaliste, et qui se traduit par une dépendance accrue.

Pour une grande partie des pays du « Sud » et de l'« Est », la conjoncture économique n'est que le reflet à peine décalé dans le temps de celle des pays impérialistes. Autrement dit, leur capacité de développement autonome, fondée sur la satisfaction des besoins sociaux, est à peu près nulle. La possibilité de croître est entièrement subordonnée au fait d'occuper une « niche » sur le marché mondial. Quant aux pays qui dépendent du prix des matières premières, ils ont à subir un recul tendanciel de leurs ressources. Seuls les pays producteurs de pétrole peuvent profiter de la conjoncture durant les phases d'augmentation des prix, mais cela débouche sur un fonctionnement chaotique et instable de ces pays. L'Argentine (4) fournit un exemple limite de ces dérèglements, mais que dire de la situation du Japon, en état de stagnation depuis 10 ans, et de tous ces pays oscillant entre dépendance et marginalisation à l'égard des grandes puissances ?

Cette conjoncture sinistre s'accompagne d'une remise en cause généralisée de la mondialisation capitaliste. On a vu le point de vue très pessimiste de la Banque Mondiale On peut y ajouter l'étonnant dossier publié par *The Economist* du 27 septembre. Le magazine ultra-libéral ne renonce pas à ses convictions mais propose un plaidoyer très défensif, dont le titre de l'un des articles est un bon exemple : « Les anti-mondialistes voient le Consensus de Washington comme une conspiration visant à enrichir les banquiers. Ils n'ont pas entièrement tort ».

Cette perte de légitimité n'est pas, elle non plus, un pur produit du 11 septembre. La liste est longue des pays frappés par des crises périodiques très dures et qui donnent un tour chaotique aux économies : Mexique, Argentine, Corée, Thaïlande, Russie, Argentine encore. Il devient manifeste que peu de pays tirent vraiment leur épingle du jeu de la mondialisation et l'Europe est en train de découvrir que la parenthèse de l'embellie s'effondre. L'euro va se faire, mais toutes les campagnes de publicité ne réussiront pas à convaincre les travailleurs des pays concernés qu'ils doivent en attendre quoi que ce soit. L'Allemagne, ce modèle de rigueur monétaire, fonctionne au ralenti et n'en finit pas d'absorber l'unification, cette « victoire sur le communisme ». Quant aux États-Unis, Eldorado de la nouvelle économie et même du « Nouvel Age », ils ont vu revenir la récession avant d'être frappés au cœur de leur puissance.

Même la réponse immédiate aux attentats prend la forme d'une autocritique. A l'intérieur, elle est spontanément keynésienne, presque rooseveltienne, et tire un trait sur l'objectif d'excédent budgétaire. Sur le plan international, les États-Unis découvrent, un peu tard, que la libéralisation financière à outrance a permis une interpénétration aisée entre économie illégale et économie réelle. Quelques mois plus tôt, ils avaient saboté la réunion de l'OCDE sur cette question et l'actuel secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, avait mis en garde contre toute atteinte à la souveraineté des États sous prétexte de combattre l'argent sale et les pratiques fiscales douteuses (5)

Les coordonnées politiques de la nouvelle phase

La perspective la plus probable est aujourd'hui un enlisement de l'économie mondiale s'accompagnant de récessions fortes en ses maillons les plus faibles, notamment au Sud. Cette nouvelle phase, encore une fois, n'a pas été créée par le 11 septembre, mais s'inscrit dans des tendances à l'œuvre au cours de la dernière décennie. Son profil exact dépend en fin de compte de variables politiques qui concernent principalement l'Europe et les États-Unis. La question de savoir si l'Europe va entrer en récession ou seulement ralentir dépend du degré de dogmatisme des politiques menées. Mais la clé de la situation se trouve dans le statut de puissance dominante des États-Unis. Ce que le 11 septembre introduit, c'est la possibilité renouvelée pour l'impérialisme dominant de réussir à éviter la récession dans toute son ampleur potentielle grâce à un keynésianisme de type militaire (semblable de ce point de vue au reaganisme) dont la viabilité serait fondée sur un financement imposé à ses partenaires à travers le monde en raison de considérations géopolitiques (un peu comme au moment de la guerre du Golfe).

Contrairement aux thèses de Toni Negri sur l'empire planétaire (6), ce scénario implique un recentrage de l'économie des États-Unis sur les intérêts de ses propres capitalistes et sur son propre appareil productif. La relance éventuelle serait ciblée de manière à ne pas profiter à la concurrence. Dans un registre similaire, les experts de la Banque mondiale redoutent à juste titre que ses prêts à long terme soient réduits et affectés en priorité aux pays pouvant servir de relais aux opérations de représailles engagées par les États-Unis. Par contrecoup, cela devrait avoir pour effet de placer toute une série de pays dans la situation d'avoir à redéfinir une politique assurant une meilleure cohérence entre les intérêts du capitalisme en général et ceux de leurs capitalistes nationaux. Les États devraient retrouver dans cette situation une nouvelle raison d'intervention économique. Dans le cas de l'Europe, il n'est pas impossible que cette passe délicate donne un coup de fouet dans le sens d'une coordination accrue et de l'émergence d'un capitalisme européen se concevant véritablement comme tel. Mais

l'accouchement risque d'être difficile car il va se dérouler dans un contexte favorable à la résurgence des contradictions entre des capitalismes inégalement frappés par le retournement conjoncturel. De ce point de vue, le capitalisme allemand a d'ores et déjà perdu sa prééminence, aussi bien monétaire que financière, tandis que le Royaume-Uni aura encore plus tendance à resserrer son partenariat traditionnel avec les États-Unis.

La nouvelle phase qui s'ouvre devrait en même temps accentuer le caractère contradictoire du triomphe du capitalisme. En un sens, le capitalisme a triomphé, puisqu'il a obtenu à peu près ce qu'il voulait. Gel des salaires, libéralisation, privatisation, flexibilisation sont les grandes tendances à l'œuvre à travers le monde. Le capital se restructure comme il l'entend et dégage des profits toujours plus considérables. Mais cette victoire a son revers, car le capitalisme n'a plus d'excuses pour son fonctionnement chaotique, régressif et inégalitaire. La décennie de croissance aux États-Unis, comme la reprise des dernières années en Europe, n'ont pas conduit à une meilleure répartition des richesses, à une diffusion du progrès social, tout au contraire.. Ces succès ont toujours pour contrepartie des restrictions supplémentaires pour la grande majorité des travailleurs de la planète.

Après la crise, l'idée s'était largement répandue qu'il fallait assainir l'économie pour lui permettre de repartir sur de nouvelles bases. Ce schéma ne fonctionne plus : les salariés se trouvent face à un capitalisme tout à fait convaincu que toutes les concessions qui lui ont été faites sont dorénavant des acquis qu'il faut pousser toujours plus loin. Nulle modération dans la soif de profit qui viendrait répondre à la modération salariale ! Par conséquent, la question n'est plus de savoir combien de temps il faut patienter avant la reprise. Elle est arrivée et n'a rien changé au sort de la majorité. La leçon a été entendue : la situation des salariés ne peut s'améliorer qu'en fonction de la pression qu'ils réussiront à exercer pour faire avancer leurs revendications. C'est pourquoi, on peut penser qu'il va être beaucoup plus difficile de faire accepter les politiques d'accompagnement du retournement de conjoncture. En France, les toutes dernières luttes sociales sont portées par un refus presque moral des licenciements dans les entreprises qui font du profit. Ce refus majoritaire esquisse une autre légitimité, opposée à celle du capital, qu'il n'est plus possible de neutraliser par un appel au compromis. Les exploités ont appris, à une échelle de masse, que ce capitalisme est incapable de redistribution spontanée et qu'ils n'obtiendront que ce qu'ils lui arracheront. Cette mise à nu devrait faciliter le passage d'actions de résistance et de défense des acquis passés à l'affirmation de nouveaux droits. L'apprentissage de la brutalité sans fard du capitalisme devrait conduire à la formation d'une coalition internationale, où les nouveaux mouvements et acteurs sociaux viendraient régénérer le mouvement ouvrier traditionnel. Cette perspective fait tout à fait partie des possibilités ouvertes par cette nouvelle phase du capitalisme, même si les suites du 11 septembre la brouillent provisoirement.

A quand la nouvelle onde longue ?

Il n'y a dorénavant aucun doute sur le retournement du cycle. En ce qui concerne l'évolution ultérieure, on peut résumer nos principales hypothèses de la manière suivante. La grande catastrophe qui suivrait le chemin d'un énorme krach boursier suivi d'une récession mondiale est peu plausible, pour deux raisons. La première est que l'effondrement boursier est rendu difficile par l'absence d'alternatives pour les investisseurs institutionnels qui n'ont d'autre choix que d'acheter des titres plutôt que d'autres mais n'ont pas vocation à se retirer complètement du marché. Cela constitue un plancher en dessous duquel les cours ne devraient pas chuter. Ceux-ci ont d'ailleurs franchi une bonne partie du chemin qui doit les conduire à recoller aux « fondamentaux ». La seconde raison est que les bourgeoisies internationales ont montré, sur les dernières années, qu'elles savaient réagir de manière coordonnée, en n'hésitant pas à mettre en œuvre des outils (injection de liquidités, contrôle des changes, etc..) qu'elles condamnent catégoriquement en période « courante ».

Une certaine rerégulation des marchés n'est d'ailleurs pas à exclure si les crises se succèdent à échéances trop rapprochées. Tout ceci ne constitue en rien un recul sur nos positions anticapitalistes car celles-ci ne se ramènent pas à l'annonce du grand krach. Elles se développent au contraire sur la base d'une critique du fonctionnement « normal » du système capitaliste et non en fonction de son effondrement prochain. De manière symétrique, le tournant actuel remet en cause l'idée selon laquelle nous serions entrés dans une nouvelle phase expansive, dans une nouvelle onde longue, ou un nouveau cycle Kondratieff. Manifestement, la période courante n'est pas une période d'accumulation forte et régulière, de croissance soutenue, et de redistribution aux salariés des gains de productivité. Les cycles économiques, loin de s'amortir, sont de plus en plus amples et rapprochés. Certes, le capitalisme dispose d'un modèle global qui définit un nouvel « ordre productif » (7) mais celui-ci est par nature régressif et fondé sur une redistribution inégalitaire de la richesse. Ceci ne dérangerait évidemment pas le capital si cette caractéristique n'entraînait pas une instabilité de la croissance, et ne venait pas saper les fondements idéologiques de sa domination, à un point que nous ne devrions pas sous-estimer. Ce dont nous devons être persuadés, en tout cas, c'est que le mode de fonctionnement actuel du capitalisme est par nature antisocial et que ses réussites à venir seront exactement proportionnées à sa capacité d'imposer un modèle fondé sur des inégalités croissantes. Cela devrait suffire pour être anticapitaliste.

* Michel Husson, économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC et du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IVe Internationale), vient de publier *Le grand bluff capitaliste* (La Dispute, Paris 2001, 15 euros), une critique actualisée de l'économie politique, qui prolonge et approfondit ses précédentes études : *Misère du capital* (Syros, Paris 1996), *Les ajustements de l'emploi* (Page 2, Lausanne 1999) et *Sommes-nous trop ?* (Textuel, Paris 2000).

1. Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

2. Communiqué de la Commission européenne du 12 septembre 2001

http://europa.eu.int/comm/employment_social/empl&esf/news/emplpack2001_fr.htm

3. « La pauvreté en augmentation au lendemain des attentats terroristes aux Etats-Unis », communiqué de presse de la Banque mondiale du 1^{er} octobre 2001.

<http://lnweb18.worldbank.org/news/pressrelease.nsf/>

4. Cf. Eduardo Lucita, « Crise et réorganisation du mouvement social », *Inprecor* n°461/462 août-septembre 2001.

5. Cf. Babette Stern, « Paradis fiscaux : désaccord entre les États-Unis et l'OCDE », *Le Monde*, 16 mai 2001.

6. Cf. Michaël Hardt et Toni Negri, « La multitude contre l'Empire », *ContreTemps* n°2, septembre 2001, Editions Textuel, Paris.

7. Cf. Henri Wilno, « Un nouvel ordre productif ? », *Inprecor* n°451, octobre 2000.